

## Proloc #1

# Les transitions énergétiques et alimentaires à l'échelle de nos communes

Saint andéol de Berg /23 novembre 2019

*Ce compte rendu non exhaustif est doublé du partage des différents supports et de la mise en ligne d'un espace ressource numérique. Un fichier partagé est aussi ouvert à cette adresse.... pour échanger si besoin.*

### **Rappel du déroulé :**

- 9h30 Introduction - Tour de table et Attentes
- 10h15 La transition énergétique : éléments de repères
- 11h15 Etude de cas à partir des projets des collectifs
- 12h30 Mise en commun des ateliers
- 13h00 Pause déjeuner
- 14h00 Introduction à la transition alimentaire (circuits courts, marchés de plein air, magasins de producteurs, restauration collective, protection des surfaces agricoles)
- 14h45 Etude de cas à partir des projets collectifs
- 16h00 Mise en commun des ateliers
- 16h30 Retour sur la 1ère journée

### **Pour commencer : D'où l'on vient ?**

« Tout le monde partage l'enjeu de la transition écologique. Nous pensons que c'est maintenant et que c'est ici ? L'enjeu est d'atterrir » Brieuc

« Comment on construit un projet autour de la transition ? quelle méthode ? Tout le monde en parle mais comment fait-on ? » Yves

« J'ai envie de m'impliquer sur le territoire... je ne sais pas trop comment ? j'attends ! » Alex

« Sur la commune, le maire gère tout, tout seul... à plusieurs on s'est dit qu'on voulait que ça bouge... on veut transformer le modèle... et le maire sortant est finalement d'accord. Aujourd'hui on est 20 sur 300 habitants » Gilles

« Il faut aussi créer des passerelles entre nous, entre les communes » André

« J'ai aussi envie de partager mes idées, j'ai beaucoup lu, j'ai envie de partager » Stephane

« On a envie d'impulser une dynamique différente »

« J'ai toujours été impliqué par l'accompagnement au changement et je pense que cela passe par la mise en réseau » Bernard

« C'est notre responsabilité, on doit construire ensemble et faut travailler cela, se décaler du système pour maintenir cette démarche. La transition, on doit y arriver ensemble. C'est ce qui m'anime aujourd'hui » Pierre

« Comment réussir sur notre territoire à impulser une dynamique vers la transition sans effrayer les ¾ de la population ? et pour cela je pense qu'il faut atterrir » Sam

« Le lien social est une bonne entrée pour engager cela » Laurie

« La transition m'importe, la révolution ça ne m'intéresse plus, et ça se fait ensemble » Jean-Marc

Synthèse de NOS ENVIES : Échanger / construire ensemble / prendre nos responsabilités / intérêt partagé / redescendre / atterrir

## **MATIN : L'énergie : un bon moyen d'entrer dans le concret de la transition**

Les chiffres servent de repères, même s'ils sont différents d'une commune à l'autre ! **Le changement climatique est la priorité absolue**, même s'il y en a d'autres, dont la biodiversité. **75% du réchauffement est lié au secteur de l'énergie.**

Deux types d'actions :

- Atténuation du changement : ça sert à tous ! Mais aujourd'hui l'écart est énorme. La trajectoire est actuellement à plus de 3°C
- Adaptation : ça sert à nous ! les enjeux sont locaux.

En Ardèche, 31% de la population est très vulnérable sur les dépenses énergétiques liées au logement et à la mobilité. C'est le **territoire le plus vulnérable de Rhône-Alpes** et c'est inquiétant.

**Il y a un enjeu de relocalisation de l'énergie ! relocalisation de la production, des impacts mais aussi des emplois, des retombées et donc de la valeur.**

Aujourd'hui, la question est : peut-on transformer nos factures énergétiques en investissement local et au final en économie et en retombées ?

Nos logiques d'actions sont différentes mais complémentaires :

- Logique de l'ingénieur : sobriété / efficacité / renouvelables. L'entrée est variable en fonction des territoires, des fois on commence par la production de renouvelables pour créer des recettes mises ensuite au service de la sobriété. Parfois c'est la sobriété qui est mobilisé en amont.
- Logique de l'acteur public : ce qui touche à la commune, à son budget et à son patrimoine. Cela pèse 3% de la consommation du territoire. C'est en moyenne 50€ par habitant... Il faut donc la compléter mais cela déclenche déjà des marges de manœuvre.
- Logique territoriale : d'abord réduire les vulnérabilités dans une logique de résilience, monter en compétences (artisans, décideurs, usagers), partager et flécher la valeur.

70 à 80% des conso énergétiques relèvent du résidentiel et du transport (2/3 individuels / 1/3 entreprises) / Tertiaire (10%) / agriculture et industrie ont une part très faible mais très variable

entre les territoires. **Se poser la question de la transition c'est d'abord se poser la question de l'habiter et du transport !**

L'approvisionnement c'est en énergie finale : 25% d'électricité, 15% de bois énergie, le reste (60%) c'est pétrole, gaz, charbon. En énergie primaire (au niveau de la production), c'est différent, mais ce n'est peut-être pas notre débat au niveau du territoire. La facture énergétique pèse plus de 2000€ par habitant (payé par les particuliers, les entreprises et les collectivités).

**Pour la Municipalité, l'enjeu est donc d'embarquer de nombreuses personnes et entités. Il faut qu'elle soit exemplaire mais aussi qu'elle facilite l'appropriation des enjeux.** Par exemple, la rénovation énergétique des habitants n'entraîne pas toujours d'économie. Le risque d'effet rebond, par exemple, d'augmenter la température, est bien réel. Il faut aussi travailler au maintien de la valeur créée sur le territoire (bureau d'études, entreprises de rénovation, de maintenance, etc.)

La communauté de communes porte de nombreuses compétences liées à l'énergie, mais n'oublions pas que les C.C. restent des regroupements de communes ! Les leviers d'action sont donc réels. Globalement, la transition énergétique passe par la négociation avec de nombreux partenaires, qui ont chacun des logiques spécifiques.

Quelques déclinaisons opérationnelles :

- Bâtiment : c'est le gisement le plus facile, car on peut rentabiliser rapidement.
- Mobilité : peu de solutions faciles pour le milieu rural. Le débat sur la motorisation (très fort en ville à cause de la pollution) doit être complétée par un débat sur l'aménagement. Comment habiter le territoire en bougeant moins ? Il faut gérer infrastructure (voirie, aménagement, signalétique) et une logique de service (location de vélo, pédibus, autopartage, espace de travail partagé). La logique devrait être d'offrir à chacun différents moyens de mobilité pour chaque déplacement. Un enjeu, supprimer la deuxième voiture ! Consommer local ! Enjeu de travailler avec les entreprises et les commerçants (chaînes logistiques peu connues).
- Energies renouvelables : dépasser la simple électricité... intégrer la chaleur, la méthanisation des déchets. Enjeu de lever les oppositions par la concertation. D'embarquer la population dans les projets avec des fonctionnements coopératifs.
- Mais aussi, gestion des surchauffes, gestion de l'eau (sécheresse, ruissellement, inondation)
- Lien avec l'agriculture important à faire (usage espace, biomasse, relocalisation)

**Atelier / Débat : un rapide tour de table de l'état d'avancement des personnes nous a amené à travailler autour de deux questions :**

- **Comment faire exister la transition énergétique dans le projet communal ?**
  - o Rappeler l'urgence vitale écologique... et dépasser la cool transition
  - o Partir des intérêts particuliers des gens (facture, qualité air, alimentation, autonomie territoriale)
  - o Créer un cadre de discussion accueillant (les émotions)
  - o Partager les fondamentaux en termes de valeurs (solidarité, urgence climatique, gouvernance partagée)
  - o Poser des faits avérés (chiffres)
  - o Impliquer les habitants dans le faire et le comment
  - o Parler des avancées concrètes déjà en cours et sortir de l'anxiogène
  - o Engager une démarche participative qui souhaite partir des habitants nous écarte a priori d'une entrée par programme thématique...
  - o Avoir une vision intercommunale

- Ouvrir des espaces de rencontres entre habitants
  - Trouver des alliés dans toute la population (par ex. les jeunes plus conscients sur cette thématique)
  - Valoriser et appuyer sur la préservation et la fierté du territoire (avec la transition, je renforce le pouvoir de mon territoire = son autonomie)
- **Comment engager concrètement la transition énergétique dans le projet communal ?**
- Commencer par planter le drapeau et afficher l'ambition « Commune en transition »
  - Partager le savoir sur les enjeux (conférences), sur les réponses, faire vivre la thématique sur le territoire
  - Engager un diagnostic : de territoire, paysager / patrimoine bâti / acteurs ressources / savoir faire
  - Formation des élus, des professionnels
  - Évaluer la précarité énergétique (réactiver CCAS pour cela)
  - Création d'une commission sur ce thème qui travaillerait la transversalité
  - Point de vigilance : rester dans une logique progressive !

Il y a une tendance des techniciens à problématiser au niveau de l'intercommunalité. Par contre, **il ne faut pas abandonner l'espace communal** (proximité, co-construction). La commune a peu de leviers, peu de moyens mais c'est un échelon hyper important dans **l'activation d'une dynamique citoyenne** par rapport à ces questions. La commune est complémentaire.

Un enjeu serait de travailler au niveau de chaque commune ce qui peut remonter au sein de chaque intercommunalité = penser la **gouvernance de la transition** !

La situation au Teil est éclairante : besoin de méthodologie, **mise à l'écart de l'émotion** pour gagner en efficacité. Mais **les émotions sont aussi positives** et permettent de mettre en mouvement. A partir du moment où on change de paradigme d'efficacité (quitter le productivisme) on pense plus à ce qui nous arrive.

## **APRES-MIDI : Engager la transition alimentaire !**

L'alimentation est un levier très important pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Selon Carbone 4<sup>1</sup>, parmi les 12 gestes écocitoyens qui peuvent être mis en place pour limiter son empreinte carbone, l'alimentation à elle seul 10% de baisse de l'empreinte, soit 40% du total de la baisse maximale induite par les changements de comportements étudiés.

Globalement il s'agit de relocaliser la nourriture sur le territoire en privilégiant des modes de culture bio, et de l'intégrer aux politiques publiques dans toutes ses dimensions : du champ à l'assiette.

Plusieurs leviers s'offrent à une municipalité :

- **Ouvrir sa restauration collective aux produits bio et locaux** (restauration scolaire, hôpital, maison de retraite, etc.). Cf focus.

---

1

- **Développer et favoriser les circuits courts:** favoriser la place des producteurs sur les marchés, soutien à création de points de vente collectifs, communication sur produits locaux niveau office de tourisme / comm municipale, mise en lien entre producteurs et autres acteurs économiques du territoire (campings, restaurants...).
- **Préserver et réserver des terres pour l'agriculture:** bien définir après diagnostic les zones agricoles et naturelles sur le PLU, utiliser le classement en ZAP (Zone Agricole Protégée) créer une réserve foncière (cf. boîte à outils complète Terre de Liens Rhône-Alpes <sup>2</sup>), protéger les terres proches ou sur les bassins d'alimentation de captage en eau potable, mise à disposition de terres pour des jardins partagés ...
- **Favoriser l'installation de producteurs:** par l'accueil de projets, des facilités à s'installer, un portage pour l'achat / la location des terres (GFA puis bail environnemental), un logement dans le village à prix raisonné... puis en ouvrant les achats municipaux. Voir aussi expérimentations en pépinières agricoles et d'autres en régie municipale.
- **Exemplarité des achats :** privilégier les produits bio du territoire dans les paniers CCAS, au niveau des buffets et des réceptions, et bien sûr en restauration scolaire.
- **Education populaire à l'alimentation :** intégrer des ateliers alimentation durable avec les enfants, projets de potager scolaire, organiser forum sur alimentation, importance d'organiser des moments de rencontres sur les fermes avec les enfants mais aussi adultes ou personnel de la restauration municipale dans le cadre de projet restauration bio locale...
- **S'engager dans une démarche de réflexion globale sur le territoire :** exemple les Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) qui permettent d'établir un diagnostic puis un plan d'actions intégré autour de l'alimentation sur le territoire

#### **Focus Restauration collective:**

Depuis Le Grenelle de L'Environnement en 2008, le cadre règlementaire est très clair et engageant pour favoriser l'introduction de produits bio et locaux dans la restauration collective. Et depuis 2018 avec la loi Egalim, l'objectif a même été revu à la hausse : 50% produits locaux ou labels dont 20% de bio. Toutes les ressources et les relais existent pour accompagner les collectivités dans cette démarche. Parmi ces ressources en Rhône-Alpes : le réseau [CORABIO](#) et le site national [Repasbio.org](#) qui sont les sites de référence. Également [Un Plus Bio](#) qui dispose de nombreux outils et exemples. Et même les sites du gouvernement et des régions qui mettent à disposition de nombreux guides. Que la restauration scolaire soit en régie ou en gestion concédée, nous avons autant de pouvoir. L'outil principal est l'appel d'offres, mais il n'est que l'aboutissement d'une réflexion globale qui inclut : la révision du plan alimentaire, la connaissance des producteurs de son territoire, les capacités d'action de l'équipe en place ou des prestataires, etc. L'Appel d'Offres traduit ces objectifs et peut être très exigeant. Attention cependant à concevoir un AO crédible et qui trouvera réponse, sans pour autant gréver le budget alimentaire de la commune. Une introduction jusqu'à 50% de produits bio est possible à coût constant si on réfléchit bien les lignes de produits, leur fréquence d'introduction, qu'on utilise à bon escient les protéines végétales (menus végétariens jusqu'à 3 fois moins chers que carnés), qu'on met en place des techniques économes comme la cuisson basse température... Dans ce type de projets, il faut toujours être prudents avec l'utilisation des mots "bio" et "végétariens" qui rencontrent souvent un fort a priori négatif. Préférer toujours des introductions régulières de produits bio locaux aux repas bio ponctuels. Enfin, même si la restauration des collèges et lycées n'est pas du ressort de la municipalité, il est toujours possible d'impulser une dynamique sur le territoire par des rencontres au niveau des établissements.

---

<sup>2</sup> <https://terredeliens.org/collectivites-recueil-rhone-alpes.html>

### **Idées complémentaires :**

- Demander au placier de réserver **une place aux producteurs locaux sur les marchés**
- Mise à disposition de locaux
- Endroit de massification (lieu de stockage collectif avant distribution)

### **Débat :**

Quelles ressources pour nos territoires ? Ça a l'air plus complexe sur l'alimentation que sur l'énergie.

La réponse n'est pas toujours possible au niveau communal, par contre elle engage, mais peut se régler au niveau intercommunal.

### **FIN : Et après ?**

Envie de continuer pour construire et partager une culture commune ! on est dans l'intelligence collective ! Ambition de travailler la concrétisation de la transition dans nos projets !

Temps de repas important ! atelier limité à une demi-journée ! échanger nos expériences, tchatcher, on supprime le vin ! non on supprime pas le vin ! faut qu'on se marre ! et qu'on soit aussi dehors !

Mise en place d'un espace numérique (doc ressource mais aussi doc des projets) ! voir comment cela prend, s'orienter vers un réseau...

Envie que le CR arrive vite pour partager auprès de nos collectifs ! Comment faire que cela redescende dans les groupes ? partager l'info pour partager le pouvoir, ne pas le préempter !

Fin à 17h tout pile.

6 bûches de chêne, 6 bouteilles de rouge, 6 pain bio, 6 tartes, 6 desserts ont été consommés.

Merci au collectif d'Alba et à la mairie de St Andéol pour l'accueil.

Merci aux 16 participants présents.

A très vite.